

Bulletin d'histoire politique

Quel passé pour le Québec ?

Sébastien Parent



Volume 11, numéro 3, printemps 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060742ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060742ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Parent, S. (2003). Compte rendu de [Quel passé pour le Québec ?] *Bulletin d'histoire politique*, 11(3), 73–80. <https://doi.org/10.7202/1060742ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Quel passé pour le Québec ?

SÉBASTIEN PARENT¹
 Candidat à la maîtrise
 UQAM

Si je me souviens bien, j'ai d'abord choisi d'étudier l'histoire parce que je voulais, bien naïvement, je dois le reconnaître aujourd'hui, enrichir ma base argumentaire de jeune nationaliste. À ma grande surprise, mes premiers contacts avec la plus récente production historique québécoise, celle des historiens que l'on qualifie de modernistes, m'ont amené à comprendre qu'il existe un monde entre l'histoire des universitaires et celle que l'on véhicule dans les coulisses du pouvoir politique. Entendons-nous bien, les historiens que j'ai lus, étudiés et commentés n'ont en rien assuré le relais de nos défunts historiens nationaux de la trempe des François-Xavier Garneau, Lionel Groulx ou Maurice Séguin. En l'espace d'une trentaine d'années, nos historiens se sont graduellement désintéressés de la question nationale. Ce sont les sociologues qui ont repris le flambeau. Ce sont eux qui, aujourd'hui, s'occupent à définir et à théoriser la question nationale. Quant aux historiens, ils consacrent presque tout leur temps à faire des analyses socio-économiques.

Si les sociologues se préoccupent aujourd'hui de la question nationale pendant que leurs collègues historiens font de l'histoire dite sociale, cela ne veut pas dire pour autant que l'historiographie ne sert plus lorsque vient le temps de penser l'identitaire québécois. Au contraire, je serais porté à croire que la nouvelle version de l'histoire, l'histoire dite moderniste, reste au cœur même du débat sur la redéfinition de la nation au Québec. À mon avis, les plus récents travaux des sociologues retenus pour le colloque, Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault, confirment que l'interprétation

historique des modernistes est, indirectement soit, toujours au centre de la réflexion nationale au Québec.

Par conséquent, j'aimerais, au cours de cet exposé, faire ressortir en quoi les plus récents ouvrages des sociologues Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault se rejoignent quand vient le temps de penser à la fois l'identitaire québécois et la version de l'histoire du Québec qui le soutient. Mais avant, j'insisterai brièvement sur le fait que ces deux sociologues dénoncent une version de l'histoire qui, de leur avis, est de moins en moins encline à faire la promotion d'une identité nationale distincte en sol américain.

LE PRIX DU REFUS DE SOI DANS L'HISTOIRE

Lorsque l'on prend connaissance des derniers ouvrages des sociologues, on est d'abord surpris du fait qu'ils se rejoignent autour d'un grief commun : l'historiographie moderniste a évacué la référence canadienne-française de l'histoire et cette situation entraîne des conséquences politiques. Autre similitude qui retient rapidement notre attention, les deux auteurs pointent du doigt un historien en particulier : Gérard Bouchard. Le choix n'est toutefois pas arbitraire. L'œuvre historique de Gérard Bouchard est fort remarquable à plus d'un titre. Il a longtemps participé, et participe encore, à l'entreprise des modernistes. Mais ce qui le distingue de tous ses confrères historiens, c'est qu'il est l'un des rares de son groupe à accepter qu'une nouvelle histoire nationale du Québec réintègre le sujet franco-québécois. D'ailleurs, et ce n'est un secret pour personne, Gérard Bouchard est pratiquement le seul universitaire à franchir occasionnellement la frontière disciplinaire qui sépare l'histoire de la sociologie. Pour cette raison en particulier, ils sont nombreux à voir en lui une figure d'ambassadeur de ce que devrait être une nouvelle histoire nationale au Québec. Certains iront jusqu'à penser qu'il pourrait, éventuellement, combler le vide laissé par le décès de Fernand Dumont. Critiquer la pensée de Bouchard devient par conséquent un incontournable lorsque l'on aborde la question identitaire au Québec.

Le projet bouchardien, que son auteur résume comme étant celui d'une francophonie québécoise, constitue en quelque sorte la recette miracle pour que soit enfin célébrée la grand-messe de réconciliation nationale au Québec. L'histoire que nous devrions mettre de l'avant est celle d'une communauté francophone qui a su intégrer à elle, au fil des âges, une multitude de cultures très disparates les unes des autres. On ne parle pas ici d'un *melting-pot* à l'américaine, mais bien d'une formule d'intégration sociétale où les immigrants, en ne renonçant pas à leur culture d'origine, s'intègrent tout

de même dans la société d'accueil puisqu'ils partagent avec elle une caractéristique commune : l'usage de la langue française.

Bien que politiquement exaltante, la définition identitaire de Gérard Bouchard laisse toutefois perplexe les sociologues parce qu'elle évacue trop aisément toutes les traces qui ont traditionnellement distingué l'être québécois des autres occupants de l'Amérique. Parce qu'il ne faut pas se leurrer, nous avisent les sociologues, la langue, dans le discours de M. Bouchard ne semble plus receler de signification culturelle. Comme bien d'autres détracteurs du concept de francophonie québécoise, Serge Cantin² le premier, les sociologues sont forcés de constater que la référence à la langue est réduite à sa seule dimension communicationnelle. Dans ces conditions, Thériault et Beauchemin se demandent en quoi la définition du français que retient M. Bouchard, en tant que critère culturel, ne se réduit pas à la définition retenue par Pierre-Elliot Trudeau en 1969 au moment de faire adopter le bilinguisme officiel par le gouvernement fédéral.

La définition de l'identitaire national que nous propose l'historien Gérard Bouchard ne séduit pas davantage les sociologues dans son acception américaine. Joseph Yvon Thériault s'est occupé de commenter cet autre volet de l'historiographie moderniste, celui qui fait de l'américanité le canevas du Québec. Le professeur Thériault est l'un des premiers intellectuels à avoir fait une charge en règle contre l'américanité définie ici comme cette propension généralisée qu'ont les lettrés de chercher à nier ce qui fait la singularité du déploiement d'une nation française en Amérique³. Rappelons pour le bénéfice des non-initiés que les artisans de l'américanité, qu'ils soient écrivains, poètes, chanteurs, historiens, politologues, etc., tiennent un discours qui minimise avec succès les différences québécoises en Amérique, lesquelles auraient tôt fait de faire de cette société un cas d'espèce sur le continent. Parce que Gérard Bouchard s'est fait l'apôtre de cette américanité en l'assoyant sur des balises historiques, Joseph Yvon Thériault en a fait une des victimes de son dernier ouvrage.

En fait, c'est bien connu, l'historiographie moderniste a longtemps travaillé, et travaille toujours, à tracer des liens entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord. Il est bien loin le temps où l'on se vantait d'être différents en Amérique. À lire l'histoire officielle du Québec aujourd'hui, certains n'arrivent plus à comprendre en quoi cette province, qui pourtant demande constamment un statut particulier, est si différente des autres communautés américaines. En faisant de l'histoire sans trop s'attarder à la présence d'une communauté francophone en Amérique, ce qui jadis était le point fort du discours historique et identitaire, les historiens modernistes n'ont qu'inconsciemment reflété l'esprit d'ouverture et les valeurs de tolérance qui caractérisent le Québec contemporain. Or, et c'est là le principal

grief des sociologues, qu'est-il advenu de la référence à une communauté franco-québécoise ? Ce n'est pas, nous dit Jacques Beauchemin, parce qu'on oublie quelque chose qu'il disparaît pour autant. Ce n'est pas, comme l'a bien écrit le sociologue Thériault, parce que le regard microscopique des sciences sociales a révélé quelques traces d'une société hétérogène avant 1960 que nous devons jeter aux oubliettes tout ce qui fait référence à une communauté franco-québécoise ayant des traits communs. Dit autrement, ce n'est pas parce que les historiens ont cessé de faire exclusivement l'histoire des Canadiens français que la conscience canadienne-française s'est dissipée.

En somme, Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault pensent tous deux qu'il se trouve encore au Québec une conscience historique qui se rattache à l'héritage franco-québécois, un héritage qui va au-delà de l'utilisation formelle d'une langue commune. L'histoire des modernistes qui présente du Québec une image conforme en tous points à celle que l'on retrouve en Amérique du Nord n'aide pas, selon eux, la cause politique du Québec. Selon le point de vue des sociologues, les historiens ont seulement entrepris d'évacuer la référence nationale du discours historique sans réellement tenter de la réinterpréter⁴ au goût du jour. Or il n'est pas si simple, de nos jours, de réintégrer une conscience nationale dans l'histoire sans réveiller de vieux fantômes. Il semblerait qu'il faille avant tout déculpabiliser la mémoire francophone en Amérique. C'est pour cette raison que j'aimerais consacrer la seconde partie de mon exposé à la manière préconisée par les sociologues pour que le sujet franco-québécois reprenne sa place dans notre histoire.

SE DÉCULPABILISER, ASSUMER SA DIFFÉRENCE AU QUÉBEC

Pour les sociologues présents aujourd'hui, le gros du travail de réflexion qui doit se faire en ce début de millénaire au Québec porte sur la question du comment déculpabiliser la mémoire canadienne-française. Car ne nous y trompons pas, il est impensable d'avoir recours à une conscience typiquement franco-québécoise pour réfléchir sur le devenir de la société québécoise si elle inspire en partant la honte et l'angoisse identitaire. C'est pourquoi il faut impérativement déculpabiliser cette conscience franco-québécoise si nous souhaitons l'utiliser de nouveau pour penser la nation québécoise et, bien sûr, l'histoire qui la soutient.

Étrangement, les sociologues se rejoignent ici autour d'une incompréhension qui se dessine actuellement. En effet, ils n'arrivent pas à comprendre pourquoi toute discussion sur la nation doit automatiquement être dispensée de repères qui rappellent la présence d'une communauté culturelle certes majoritaire au Québec, mais qui reste, il ne faut pas l'oublier, minoritaire au Canada. En fait, pour eux, il apparaît précipité, voire dangereux,

d'aborder la question du Québec en prenant pour acquis l'existence d'une majorité nationale. L'existence même d'une nation québécoise n'est, en fait, reconnue qu'au Québec. Dans ces conditions, vouloir nier dans le discours identitaire qu'il existe une communauté culturelle qui se distingue au Québec autrement que par la langue, alors même que nous devons encore faire valoir à Ottawa l'existence d'une nation, d'une culture québécoise spécifique, c'est en quelque sorte, nous disent les sociologues, jouer avec le feu.

Si, ajoutent les sociologues, certains penseurs se sont empressés d'accepter le glissement sémantique de Canadien français à Québécois pour régler la question du Canada français et proclamer sa mort clinique, c'est peut-être parce qu'ils ont voulu présenter du Québec une image plus inclusive, moins fermée sur elle-même. Or la vraie question qui se cache derrière cet énoncé est de savoir si le Canada français est bel et bien mort. Pour Thériault et Beauchemin, rien n'est moins sûr. Malheureusement pour eux, leur position qui se range du côté d'une conception ethnique de la nation n'a rien de populaire ces temps-ci. Ils doivent composer avec des intellectuels qui, malgré leur sympathie à l'endroit des velléités autonomistes du Québec, ne jurent que sur la base d'un nationalisme de type civique⁵. Leurs adversaires travaillent si bien que des adeptes d'une conception ethnique, ou communautariste, c'est selon, de la nation passent pour d'odieux défenseurs d'une conception de la nation antimoderne et antidémocratique dont le culte pathologique s'accroche à la religion et au conservatisme⁶. Ne soyons donc pas dupes ! De nos jours, seule la conception civique de la nation avec sa foi dans les institutions et les chartes jouit d'une pleine reconnaissance. La situation est telle que quiconque s'oppose à une conception civique de la nation s'attire la plupart du temps la suspicion de ses confrères.

Pourtant, d'après Jacques Beauchemin, il importe plus que jamais de montrer en quoi un nationalisme de type communautaire ne sert pas que les intérêts des Franco-Québécois. Il peut aussi, à l'instar du très estimé nationalisme civique, proposer un projet rassembleur dans lequel chaque Québécois, peu importe son origine ethnique, pourra se reconnaître⁷. En fait, en déculpabilisant la pensée politique contemporaine à l'égard de ce nationalisme communautaire, il serait possible, pense entre autres Jacques Beauchemin, de montrer que la nation québécoise dont on célèbre aujourd'hui toutes les vertus d'ouverture à l'*Autre* n'a pu en arriver là qu'en acceptant l'existence d'une communauté d'histoire francophone qui n'a pas eu peur de se représenter dans sa singularité. Là se trouve le véritable défi à surmonter de nos jours.

Dans ce cas, Thériault considère que la grande question qui interpelle les opposants à une conception civique de la nation revient à savoir comment

arrimer l'existence de la différence française aux diversités culturelles et politiques qui structurent de plus en plus nos sociétés contemporaines⁸.

Pour y arriver, il n'existe pas trente-six solutions. Il faut, selon les sociologues, revoir et réinterpréter l'histoire de l'affirmation nationale des Québécois. Le schéma historique généralement accepté en histoire et en sociologie, celui qui divise en trois étapes l'évolution de l'affirmation nationale : 1800-1840 ; 1840-1940 ; 1940 à aujourd'hui, n'est pas à rejeter en soi. Il faut bien davantage, nous disent les sociologues, cesser de voir la seconde période (1840-1940) comme étant un long hiver de la survivance durant lequel la défense d'un nationalisme de type culturel est associé à un modèle d'intégration sociétale de type ethnique. Le problème avec cette interprétation, nous dit par exemple le professeur Thériault dans son livre, c'est que les deux autres périodes correspondent à des cycles politiques qui renvoient à une modalité d'intégration sociétale de type national. Ces dernières apparaissent dès lors comme des moments dans notre histoire où nos élites ont défendu un modèle de société ouvert à la différence, démocratique, inclusif, alors que le deuxième intervalle renvoie à une société fermée sur elle-même, peu encline à la démocratie.

Beauchemin ajoute que les tenants d'un nationalisme de type plus « ethnique » ne prennent pas le relais du premier nationalisme issu de l'Union de 1840⁹. En réalité, ceux qui privilégient un nationalisme ethnique n'espèrent pas du tout réhabiliter une forme de nationalisme que l'on a identifié à l'époque de la *Grande noirceur* par exemple. Le sociologue Beauchemin nous invite plutôt à rejeter l'idée selon laquelle les revendications politiques issues d'un nationalisme dit « culturel » sont antidémocratiques et renvoient uniquement à une représentation d'une culture canadienne-française qui ne chercherait qu'à assurer sa survivance. Le travail à venir pour les intellectuels consiste alors à trouver une modalité d'intégration sociétale différente sans pour autant rejeter la figure du sujet canadien-français. Puisque le Québec du XXI^e siècle est appelé à devenir une mosaïque identitaire, il importe, précise Beauchemin, de réfléchir à une dynamique politico-identitaire qui débouchera sur un projet de société qui, tout en desservant les intérêts de ses minorités et en se faisant ouverte et inclusive, n'empêchera en rien l'épanouissement d'une minorité canadienne qui se culpabilise trop souvent comme si elle agissait en majorité ingrate.

Pour parvenir à cette déculpabilisation en règle, Jacques Beauchemin revient à Fernand Dumont et à son principe d'intégration sociétale tel que présenté dans son livre phare *Raisons communes*. Même si le risque de voir ressortir de vieux fantômes est bien réel, Jacques Beauchemin se demande si, sous ce seul prétexte, nous avons le droit de rejeter le modèle dumontien. En fait, écrit-il, la question qui devrait nous interpeller aujourd'hui est de savoir

s'il est vraiment nécessaire de faire du projet souverainiste celui de tous les Québécois. Pour lui, il s'agit là d'une erreur fondamentale, puisque nous nierions, par la même occasion, le fait qu'il intéresse d'abord et avant tout les francophones et ceux qui se sont assimilés à cette culture. Mais plus important encore, en étendant le projet à tous, en élargissant les critères d'appartenance nationale comme le fait Gérard Bouchard, ne passons-nous pas à côté d'une réalité politique qui va de soi, c'est-à-dire, insiste Jacques Beauchemin, qu'un projet politique doit s'appuyer sur une culture majoritaire. En conséquence, seule conclusion possible, il appert que la culture francophone, et donc son histoire, doit demeurer le lieu de rassemblement national.

CONCLUSION

Bref, dans un contexte nord-américain où le Québec se doit de réagir à l'anglicisation constante, il est normal que surgisse un malaise identitaire lorsque l'on cherche à marquer la différence québécoise sans fausser sa réalité continentale. À force d'essayer de rejeter ou de marginaliser toute référence communautaire dans la définition du sujet québécois, autant dans l'historiographie que dans les tentatives d'en arriver à une nouvelle définition identitaire du Québécois, plusieurs intellectuels finissent par se demander de quelle mémoire se méfient les nationalistes québécois. En effet, est-ce normal que l'histoire des modernistes ne fasse presque plus référence à une communauté francophone en Amérique ? À lire le récit de ces historiens, on en vient pratiquement à croire que le Québec s'est développé au même rythme et de la même manière que le voisin anglo-saxon. Ici la différence, s'il en est réellement une, résiderait dans le fait que nous avons choisi au cours des dernières décennies de faire d'une langue longtemps vernaculaire une langue officielle. Les sociologues commentés ici, Jacques Beauchemin et Joseph Yvon Thériault, sont d'avis que la conception nationale qui découle de l'interprétation historique des modernistes, loin de régler les problèmes identitaires contemporains parce qu'elle ne fait plus de distinctions ethniques, occasionnera à plus ou moins long terme plus de confusion. Pour eux, il faut promouvoir de nouveau l'épanouissement d'une société francophone en Amérique du Nord en revenant à une version de l'histoire selon laquelle le sujet ne s'assimile pas à la grande culture anglo-américaine. Leurs réflexions, et je terminerai là-dessus, ne sont pas sans me rappeler l'appel de Jean-Paul Desbiens qui, à l'orée de la Révolution tranquille, se servait des habits du frère Untel pour inviter les Canadiens français à cesser de calquer les Américains en restant fiers de leur langue mais aussi de leur culture. Quatre décennies plus tard, dans un contexte fort différent à tous points de

vue, serait-ce le sociologue qui emprunte les habits de l'historien pour tenir un discours semblable ?

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ce texte a été présenté au colloque *Quel passé pour le Québec ?* organisé par l'AQHP le 22 novembre 2002. Je voudrais remercier Robert Comeau, Daniel Beaudin, Claire Besner et Anik Savard.

2. Voir la critique de Serge Cantin à l'endroit de l'ouvrage de Bouchard, *La nation québécoise au futur et au passé*, Serge Cantin, « Nation et mémoire chez Fernand Dumont. Pour répondre à Gérard Bouchard », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 1, p. 40-59. Cantin écrit à cette occasion : « imaginons un instant que la langue française au Québec n'ait plus rien d'« organique » pour les francophones de souche eux-mêmes, qu'elle ne soit plus pour eux qu'un instrument de communication ; qu'est-ce qui, dès lors, les justifierait de continuer à parler cette langue ? ». Gérard Bouchard a répondu à Cantin. Voir Gérard Bouchard, « Sur le modèle de la nation québécoise et la conception de la nation chez Fernand Dumont », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2, p. 144-159.

3. Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité : mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 15.

4. *Ibid.*, p. 343.

5. *Ibid.*, p. 317.

6. Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB, 2002, chapitre 1.

7. Beauchemin, *op. cit.*, chapitre 1.

8. Thériault, *op. cit.*, p. 318.

9. Beauchemin, *op. cit.*, chapitre 1.